



Pagode en construction à Évry

Catherine Grémion

Le projet d'étudier le religieux dans les villes nouvelles est né après de longues années d'observation de la vie des villes et des collectivités rurales, cet aspect de la vie des habitants étant rarement pris en compte, sauf par les spécialistes de la sociologie des religions¹. Or malgré la laïcisation, dans la France du XXI^e siècle, la réalité religieuse structure toujours les rythmes de vie, les paysages, les mentalités et la sociabilité. Il est donc apparu utile de l'aborder sous ses angles divers, ceux-ci variant avec les lieux et les époques et faisant surgir des problèmes de gestion de l'espace et de gouvernement de la Cité. Trois villes nouvelles franciliennes seront ici abordées, Cergy-Pontoise, Évry, et Saint-Quentin en Yvelines². Les évolutions qui s'y sont produites depuis leur création reflètent les changements intervenus dans les Églises, et les mentalités, mais s'inscrivent aussi dans des contextes culturels, géographiques et économiques variés. Nous ne nous centrerons que sur un aspect, certes très réducteur, mais révélateur du rapport entre la croyance et la visibilité sociale, celui de l'émergence d'édifices culturels.

Au départ identifiée aux chrétiens, et particulièrement aux catholiques, la présence religieuse s'est progressivement diversifiée, et des groupes plus nombreux ont revendiqué une inscription dans le territoire. Certes les pratiquants réguliers sont un petit nombre, à côté des appartenances affirmées, quelles que soient les confessions, et seule une minorité aura une présence physique régulière dans les églises, les temples, ou les autres édifices culturels. Mais la nécessité d'une présence visible semble d'autant plus ressentie que, minoritaires désormais, les croyants éprouvent le désir de faire nombre lors des occasions les plus festives, et les plus signifiantes. L'implantation d'églises, de temples ou de mosquées est donc un indicateur réel des attitudes et de la demande religieuse locale.

L'Église de l'enfouissement dans les années 1960

Les villes nouvelles ont été conçues à un moment où l'Église catholique cherchait un nouveau mode de relation

avec le monde, et réagissait contre la richesse, ou le « triomphalisme » des époques précédentes. Le luxe des églises de la contre-réforme, l'évêque habitant un palais, paraissent dépassés aux yeux des croyants des années soixante. Le concile de Vatican II est passé par là, il a constitué un retour aux sources, aux Pères de l'Église et aux écrits des premiers temps du christianisme. L'Église de France se réorganise, sur un mode qui privilégie l'égalité de traitement entre prêtres de base et évêques³, et le partage de ressources qui par ailleurs s'amenuisent. Des courants appellent à se fondre dans la société, et plus particulièrement au milieu des plus pauvres, à l'exemple de celui qui fut durant trente ans charpentier parmi les siens. Les prêtres ouvriers répondent à ce souci de témoignage discret, on disait également de « levain dans la pâte », selon l'expression évangélique. Ces images, Église des catacombes, Église cachée, humble, enfouie, vont de pair avec le choix de lieux de réunion discrets, sans relief, et tout juste identifiés par une croix. Ce choix correspond aussi à une baisse des moyens financiers pour la construction de lieux de culte. Mais les motifs sont plus profonds. Or les urbanistes des villes nouvelles, cherchant à rendre vivants les centres-ville, et en réaction au décor abstrait des grands ensembles, sont à la recherche de signes, de symboles, de lieux structurant l'espace et lui donnant du sens. Quoi de plus

1. Il y a bien sûr des exceptions, parmi lesquels des auteurs tels que Hervé Vieillard-Baron ou Thierry Paquot. Voir aussi l'excellent numéro des *Annales de la recherche urbaine*, (2004), « Urbanité et liens religieux », n° 96.

2. La recherche a donné lieu à un rapport financé par le Comité interministériel d'Histoire et d'évaluation des villes nouvelles. *Le religieux dans les villes nouvelles*, (C. Grémion, A. Kouvouama, M.-A. Mazoyer, B. Fouilland, T. Deltombe, C. David, K.-E. Vinatier, C. Deshayes, C. de Saint-Pierre), Confrontations, AIC, septembre 2003.

3. Voir par exemple D. Pelletier, (2002), *La crise catholique, Religion société, politique, 1965-1978*, Paris, Payot, et sur les évêques en particulier, C. Grémion, P. Levillain, (1985), *Les lieutenants de Dieu, les évêques de France et la République*, Paris, Fayard. *Les Annales de la recherche urbaine* n°98, 0180-930-IX-05/98/pp.89-97 © MTE/M

signifiant qu'une église pour marquer un centre, dans cette France que tant d'affiches symbolisent par le village groupé autour de son clocher ?

Paul Delouvrier : le sacré au centre de la ville

Pourtant, celui qui chercherait dans les archives des premiers projets ne trouverait aucune trace du religieux. Des programmes prévoient pour les centres des fonctions multiples, commerce, culture, administration, le religieux en est absent. Signe d'une volonté de l'escamoter ? Il est heureux qu'une réunion se soit tenue en décembre 1969, organisée par le Cercle Saint-Jean-Baptiste⁴, réunissant les concepteurs des villes nouvelles, et Paul Delouvrier lui-même, et leur ait donné la parole sur ce sujet. Ce colloque réunit autour des aménageurs les représentants des trois grands religions. Nous en restituons l'essentiel.

M^{gr} Daniel Pézeril parle au nom de l'épiscopat français, au cours d'une table ronde présidée par Jacques Nantet, lui-même catholique, auteur d'un livre sur Israël « Les juifs et les nations ». M^{gr} Pézeril évoque les interrogations des évêques de France, et la réorganisation du territoire. Il regrette qu'il ait été compris que désormais l'Église catholique renonçait à la paroisse, et du même coup aux constructions d'églises... Il précise que même si des regroupements sont envisagés, et de nouvelles formules recherchées, l'aspect territorial de la pastorale demeure. Mais ne faut-il pas chercher à rejoindre les personnes sur leur lieu de travail ? Quelles conséquences pour la construction d'églises ? Quelle serait la forme de présence, des endroits où les chrétiens viendraient se rencontrer, où tout homme pourrait être accueilli ? c'est l'incertitude. « Toute présence d'Église n'exige pas fatalement un local d'église ». Ces hésitations émanant de l'évêque auxiliaire de Paris, grand connaisseur d'art religieux contemporain, ami de Bernanos, et de Rouault, sont significatives du climat dans lequel les concepteurs des villes nouvelles vont s'insérer.

Paul Delouvrier appelle l'Église catholique à une vision plus conforme à sa tradition, et aux exigences de l'urbanisme. Il attire l'attention des responsables ecclésiastiques : dans les futures villes nouvelles, les terrains sont déjà retenus, sinon distribués. Il est donc essentiel que les surfaces nécessaires aux lieux de culte mais également aux autres activités apostoliques – demeure de l'évêque, écoles, salles de réunion, voire couvents – soient retenues en temps utile. Il s'adresse aux chrétiens « pendant que vous discutez, la vie n'attend pas, les autres décident à votre place, et règlent votre élimination ».

Les hiérarchies devraient donc très vite consacrer des sommes collectées pour les lieux de culte à l'acquisition de terrains. Il insiste d'autant plus qu'à entendre M^{gr} Pézeril parler de la paroisse il n'en a pas compris les conséquences pour les nouvelles villes. Jusqu'ici, la norme était de construire une église de quartier pour 15 000 habitants. Il avait naguère même calculé sur cette base « le prix du chrétien en prière » :

« le dixième d'une place de parking dans Paris, à peine le prix de la place du carburateur d'une voiture ! » Qu'en est-il maintenant, dans les villes nouvelles, combien faut-il d'églises de quartier, et comment les bâtir ? Faut-il continuer à imiter les églises de villages, alors que les bâtiments voisins les écraseront par leur taille ?

Dans ce débat, Paul Delouvrier se situe clairement : « Vous me permettez d'exprimer ici mon opinion de chrétien. Deux maux doivent être combattus : le triomphe de l'antitriumphalisme, et le manque d'argent. Sur le premier point, j'ai vu à Rome défendre l'idée d'une Église des catacombes, puisque la fréquentation dominicale ne dépasse que rarement 10 % des habitants. J'ai entendu refuser la construction d'églises sous le prétexte qu'il y a encore trop de pauvres dans le monde... Ces analyses me font souffrir. J'espère que l'enquête sociologique dont on nous a donné les résultats fera justice d'une Église des catacombes. Même les incroyants



Le Bouddha d'Évry

Catherine Grémion

ressentent le besoin de cette présence physique de l'Église. C'est d'ailleurs le moment de dire que le sacré dans la ville dépasse de loin la seule présence de lieux de culte. La beauté est un élément du sacré et nous devons travailler de toutes nos forces à faire des cités nouvelles des sources de beauté, qui élèvent l'âme, même de celui qui ne croit pas. Curieux idéalisme, curieux angélisme que celui de ces progressistes – qui aboutit au matérialisme – en conseillant de nourrir les affamés avec l'argent de la demeure de Dieu... »

Une telle déclaration est certes rendue plus facile par le lieu où se tient le colloque, le cercle Saint-Jean-Baptiste, la revue Axes qui le publie se veut « recherche pour un dialogue entre christianisme et religions ». Le Haut Fonctionnaire qu'est Paul Delouvrier n'aurait pu s'exprimer de la sorte dans l'enceinte laïque d'un groupe de travail de ville nouvelle. Il poursuit sa démonstration. Le second point est le manque d'argent, l'effort nécessaire n'est pas si grand qu'il ne puisse être

4. Le cercle Saint Jean-Baptiste est créé autour du Père Daniélou, cardinal. La revue Axes lui est liée, dans laquelle paraissent les actes de cette rencontre (« La ville et le sacré », tomes XIII-XIV, avril-mai 1969)

supporté. Encore faudrait-il que l'organisation s'y prête. Quelques parrainages de nouvelles paroisses par des paroisses de Paris pourraient y remédier. De nouveaux diocèses en région parisienne signifient de nouveaux évêques. Leur faut-il une église Cathédrale ? Tous les efforts des chefs de mission d'aménagement se concentrent déjà sur la nécessité de centres villes, avec leurs grands magasins, préfectures, hôtels de ville, théâtres, cinémas... Toutes ces fonctions doivent se concentrer pour qu'il y ait ville. « Dieu doit-il être absent de ce centre-ville ? Là encore, il faut se résoudre. Demain il sera trop tard ».

Les collaborateurs de Paul Delouvrier vont dans le même sens, chacun exprime son souci de rendre la ville vivante sous l'angle spirituel, et son essai pour inscrire une présence visible du sacré⁵. Tous regrettent le peu de répondant qu'ils observent chez leurs partenaires, notamment de l'Église catholique, sollicitée d'emblée.

Les représentants des autres confessions appelés à la table ronde font preuve également de réserve, pour le judaïsme, Yona Friedman : « Je ne me sens pas représentant de la religion juive. La synagogue n'est par ailleurs pas un lieu de culte, mais de rassemblement et d'étude. Par ailleurs, donnée géographique : les moyens de transport étant interdits le sabbat, la synagogue doit être *in a walking distance* de ses fidèles. Enfin l'architecture non triomphaliste n'a pas de sens et de toute façon n'aurait correspondu en rien à la définition même de la synagogue. » Un représentant de l'islam invité souligne que l'islam regroupe toutes sortes de traditions. Les mosquées sont évoquées, mais comme une forme seulement de cette présence du sacré, que requiert la vie de l'homme.

À cet échange correspond en effet la réalité des démarches entreprises pour susciter la demande des interlocuteurs religieux. Des groupes de travail sont montés à l'initiative des aménageurs dans les villes. À Évry, le groupe rassemble catholiques, protestants, orthodoxes, musulmans, juifs. Sur le plan de la vie religieuse, les villes nouvelles sont confrontées à l'afflux de populations variées, mais aussi au maintien de groupes déjà présents. Les constructions nouvelles envisagées par les promoteurs ont été soumises à la comparaison et à la concurrence avec les lieux de culte existants. Ces existants différaient eux-mêmes fortement d'un site à l'autre. Les unes comme Pontoise disposant déjà d'un patrimoine d'églises anciennes, l'une d'elle susceptible d'être considérée comme une cathédrale. En revanche la localisation de la ville d'Évry, sans patrimoine préalable, et le choix de l'Évêque d'y situer l'Évêché a permis de faire pencher la balance dans le sens d'une œuvre nouvelle monumentale, avec le fort soutien des autorités civiles, locales et nationales, mais aussi avec la participation enthousiaste d'une foule d'anonymes. La possession de réserves foncières par les Établissements Publics d'Aménagement leur a permis d'offrir aux instances religieuses des facilités, leur permettant d'envisager des réalisations d'une importance inhabituelle. Mais la situation d'Évry, où finalement se sont érigées des constructions exceptionnelles par leur ampleur n'est pas représentative de l'ensemble des villes nouvelles. Les maires ont également eu leur mot à dire, et les conseils municipaux

n'étaient pas tous favorables à des présences religieuses fortes. Celles-ci sont en effet vues comme à la fois des sources d'enracinement et de stabilisation des personnes, et des sources de tension et de difficulté, ou parfois de violences dans les périodes sensibles entre les diverses communautés.

Évry, un monumental diversifié

Évry, conçu pour abriter des classes moyennes, doté d'un urbanisme novateur et de qualité, a d'abord attiré des jeunes ménages de classe moyenne, ouverts à l'innovation sociale, et religieuse : lieux d'accueil œcuménique, présence en bas d'immeuble ou à l'Agora. Hostiles à des constructions très visibles, ils ont tout de même accepté une église au parc aux Lièvres, vaste, mais sans relief. Au premier évêque installé à Saint-Martin-les-Corbeil a succédé M^{gr} Guy Herbulot, soucieux de s'enraciner dans la ville en gestation. Il installe une maison diocésaine en centre-ville, proche d'un couvent de religieuses dominicaines contemplatives qui ont fait la même démarche. La construction d'une église au centre

5. Jean-Eudes Roullier se situe ainsi dans la même ligne :

« Pour l'aménageur et l'urbaniste, comme pour l'homme de la rue, le sacré dans la ville est quelque chose *qui se voit*, ou du moins qui se perçoit. Or [...] il semble que l'obsession de l'Église aujourd'hui soit de passer inaperçue, de ne pas trop se montrer, de se fondre dans la grisaille ambiante [...]. Or on sait très bien que les hommes de l'an 2000 vivront dans des logements que *nous construisons aujourd'hui*, et qu'ils chercheront désespérément, comme aujourd'hui, des éléments de stabilité, de permanence. Et quoi de plus stable, de plus permanent, dans ses profondeurs, que l'Église ? [...] L'église de village remplit trois fonctions, lieu de réunion, de présence au monde, et symbole visible » Serge Goldberg, en charge de la ville nouvelle de Trappes (Saint-Quentin) déclare : « Quant au souci de ne pas choquer et d'être discret, que j'ai entendu développer au sujet des églises, qu'on permette à l'incroyant que je suis de dire en conclusion qu'il me choque profondément ; je ne comprends pas comment l'Église peut se préoccuper de ne pas choquer. Elle ne se serait jamais développée si, au début de son histoire, elle n'avait pas choqué. [...] On envisageait aussi de se rapprocher des premiers promoteurs pour essayer de leur faire financer des lieux de culte. Au total... l'impression [...] que les Églises doutaient de leur capacité à réaliser [...] Or les résultats de l'enquête qui ont été exposés montrent bien que les lieux de culte ont une signification aussi pour les incroyants : ou les églises décideront d'implanter leurs signes en villes nouvelles, ou ces villes seront l'image d'une société sans église et sans sacré ». Bernard Hirsch à Cergy-Pontoise regrette la volonté des concepteurs de la ville, « d'inverser l'ordre normal des choses, de rompre avec la tradition qui veut que l'on commence par construire des logements, et que l'on se préoccupe ensuite des équipements dont les premiers habitants éprouveront le besoin... » mais la réponse institutionnelle est inverse : « l'usage veut que l'église soit financée par les fidèles, ce qui suppose que l'on attende l'arrivée de premiers habitants pour recueillir les fonds, avec le risque d'avoir, pendant plusieurs années, une chapelle dans un baraquement provisoire ».

Enfin, A. Lalande aborde Évry comme une agglomération de 500 000 habitants vers 1985-1990. La question d'une éventuelle cathédrale est bien posée, mais aucune réponse n'apparaît se dessiner. (Axes, *op. cit.*, pp. 49-69).



Les sans-papiers dans la cathédrale d'Évry, 1996

d'Évry, vivement encouragée par les bâtisseurs, comme par le maire, devient progressivement cathédrale, grande opération prestigieuse, et fruit d'une mobilisation populaire qui prend à rebours les tendances des paroissiens locaux. La crise des années 1975 et la forte proportion de logements sociaux modifient profondément la population. Devant les difficultés d'entretien et de fonctionnement des premières constructions, nombre des occupants d'origine partent vers des quartiers d'habitat plus individuel, aux franges d'Évry proprement dit.

L'afflux de nouvelles populations chrétiennes s'est faite à partir des villages environnants, et bientôt la demande religieuse des fidèles catholiques s'inverse, les jeunes ménages nouvellement installés, proches d'une religion que l'on qualifierait de populaire, demandent des sacrements traditionnels : baptêmes, mariages, communion, qui requièrent des lieux nouveaux. Ceux-ci se multiplient, dans la périphérie proche, plus discrets, mais aussi plus amples que les lieux préexistants. Au centre, la cathédrale, confiée à Mario Botta, s'achève bien, mais son environnement, conçu en forme de cloître, ou de béguinage, reste inachevé, comme une partie du centre ville. La progression démographique et le dynamisme économique n'ont pas été conformes aux prévisions.

Ce centre devient peu à peu le lieu de résidences de familles émigrées d'Afrique et du Maghreb connaissant un fort taux de chômage. Les clivages religieux s'établissent dès lors entre diverses orientations : église catholique, mais aussi

églises protestantes de diverses obédiences, églises du réveil africaines, islam et bouddhisme. Les projets de construction ambitieux des autres cultes, précédant parfois les populations, stimulent alors les réalisations des catholiques. Les bouddhistes vietnamiens s'implantent à Évry grâce à la disponibilité de terrains et construisent la plus grande pagode d'Europe. Les musulmans les ont précédés avec une mosquée également monumentale, source de conflits latents entre les diverses communautés appelées à la financer, marocains et saoudiens notamment. Des associations regroupent les diverses tendances au sein de l'islam, les unes plus maghrébines, les autres majoritairement africaines. Leur recteur, très actif, parvient à fédérer l'ensemble. Il est membre du Conseil du Culte musulman de France. Une mosquée turque réunit une autre collectivité.

Deux synagogues dans l'ensemble de la ville nouvelle regroupent des tendances différentes au sein du judaïsme, l'une très ouverte au dialogue interreligieux, et présente dans la vie publique, l'autre plus introvertie et tournée vers Israël. La présence catholique se déplace peu à peu : aumônerie universitaire, action caritative.

Le local des Pyramides est fermé pour insécurité, et le lieu œcuménique s'étiole. Nombre de fidèles viennent de divers pays d'Afrique, et adoptent la cathédrale, qui est l'église du centre-ville. L'Église se trouve face à des adaptations nécessaires, qui sortent du dilemme discrétion/visibilité, et l'amènent

à chercher des formes d'action répondant à des demandes de repères identitaires multiples, et à des évolutions du rapport entre croyance et comportement social.

À Cergy-Pontoise, des évolutions imprévues

Cergy-Pontoise est aussi marquée par des écarts entre les visions des premiers habitants, celles des promoteurs, et les réalités des attentes, des croyances et des pratiques des occupants composant les divers quartiers de la ville. Parmi les populations chrétiennes, les styles d'implantation varient. Le projet des concepteurs était double : tenter de construire une cathédrale, ce qui a été refusé, au bénéfice de la plus prestigieuse église de Pontoise ; puis créer les conditions d'une cohabitation œcuménique, en attribuant aux catholiques et aux réformés deux terrains contigus, près du centre administratif, et de la préfecture. Cet objectif a échoué également : les protestants ont bien construit un édifice, qui abrite une communauté marquée par la diversité des origines nationales, mais les catholiques ont renoncé à construire, et ont revendu ce terrain. Pourquoi cet échec d'un projet qui aurait pu être source de rapprochement ?

Tout d'abord l'existence au départ dans ce quartier d'une population aisée et formée intellectuellement marquée par un esprit militant et par la spiritualité des « catacombes », répugnant à investir des sommes importantes dans la construction d'un édifice. Ces ménages étaient volontaires pour organiser les messes dominicales dans les locaux résidentiels à disposition des locataires. Ils en étaient devenus les plus importants utilisateurs. Ces locaux, visibles de l'extérieur, donnaient une certaine publicité aux rassemblements. Les heures nécessaires pour créer le cadre approprié aux célébrations ont créé des liens forts entre les familles organisatrices, mais ont laissé de côté les activités faisant aussi la vie d'une paroisse : messes quotidiennes, baptêmes, enterrements, mariages, catéchismes, réunions diverses. Une église gothique ancienne, celle du Village, disponible à proximité pour ces activités plus traditionnelles, n'a pas moins rassemblé des paroissiens préférant un style ecclésial plus classique.

Enfin la construction du premier édifice catholique de Cergy, a un coût important. L'Église Sainte-Marie-des-Peuples est édifiée dans le quartier neuf de Saint-Christophe, marqué par les constructions de Ricardo Boffill. Les ressources disponibles n'ayant pas permis de construire un lieu de culte décent dans le quartier administratif, la revente du terrain a financé cette réalisation. Le quartier de Saint-Christophe, où est située la Mairie, est au début en plein essor. Il reçoit à travers divers mécanismes d'aide au logement, acquisition ou location, une population immigrée comptant de nombreux catholiques : Antillais, Africains, Tamouls, Haïtiens, et Notre-Dame-des-Peuples se révèle rapidement trop petite. Cette église, organise parfois des célébrations destinées à une nationalité, mais rassemble aussi tous les groupes locaux.

L'insuffisante capacité de l'ensemble est compensée par

des expédients : utilisation de lieux de culte additionnels, École supérieure de commerce, chapelle Saint-Louis de la Faculté Catholique, gymnases et stades pour les grands rassemblements. À la fin des années 1990, cette précarité ne correspond plus aux vœux d'un clergé réduit en nombre, ni aux souhaits de la majorité des paroissiens. Malgré les réticences qui demeurent, la construction d'un grand édifice est décidée. Le terrain est proche de la station du RER, à Cergy-le-Haut, pour que les fidèles, très nombreux aux grandes occasions, se retrouvent dans une église où le nombre puisse s'allier à la beauté du cadre. La flèche de l'église neuve, placée sous le patronage du jeune chrétien Frédéric Ozanam la signale à l'attention.

Les autres communautés religieuses sont très discrètes à Cergy-Pontoise. Synagogue à Saint-Ouen-l'Aumône n'ayant aucun contact extérieur, réunions dans des hôtels pour les spiritualités orientales, absence de lieu visible pour l'islam, longtemps très divisé sur ce point. Néanmoins, depuis peu, une grande mosquée est également en projet, toute proche de la nouvelle église Frédéric Ozanam, les municipalités ayant joué un rôle fédérateur entre les mouvements musulmans très éparpillés. L'alliance d'un projet culturel plus ou moins confondu avec le lieu de réunion culturel facilite, comme souvent, le financement. Ainsi, par un parallélisme fréquent, la flèche de la nouvelle église va se trouver en concurrence, – ou en compagnie – des minarets de la mosquée avoisinante.

Saint-Quentin-en-Yvelines : de la diversité à la tension

Saint-Quentin est sans doute la ville nouvelle des trois la plus contrastée, et la moins unifiée. Entre les pavillons aisés des cadres hautement qualifiés des entreprises de pointe, restés proches de leur origine versaillaise et les jeunes sans emploi, fils d'émigrés réduits au chômage par la fin du travail ouvrier, menacés de basculer dans le fondamentalisme musulman des barres de La Verrière, et de Trappes, la distance est immense. Là comme ailleurs s'est posée la question d'accueillir les nouveaux venus, et de créer des centres ville vivants, avec une présence d'église. Une tentative de centre Œcuménique a été menée, et cette fois jusqu'au bout, malgré un refroidissement récent, et des difficultés récurrentes.

Des demandes de nouvelles églises ont bien sûr surgi également, mais les communautés locales ont proposé de jumeler du social et du culturel. En effet l'originalité de Saint-Quentin est d'avoir à plusieurs reprises utilisé le souci de l'accueil des personnes sans logement pour obtenir des conditions financières avantageuses pour l'édification d'églises. Ainsi plusieurs nouvelles constructions se sont faites en partenariat avec des organismes HLM qui ont intégré lieux de réunion et de culte dans un ensemble immobilier comprenant des logements d'urgence ou de dépannage. L'Espace Saint-Paul, à Guyancourt, qui vient s'ajouter à l'église ancienne de Saint-Victor est

composé de trois salles paroissiales, mais aussi de treize logements temporaires, pour personnes en difficulté. Fruit de l'action conjuguée de l'évêque de Versailles, de la Société Emmaüs, ainsi que de la Mairie et de la Préfecture. Là aussi on avait commencé par les locaux collectifs résidentiels, mais dès que la communauté s'était affermie, le besoin de lieux de culte et de rassemblement s'était affirmé. La familiarité de la communauté catholique et de l'action sociale a fait le reste, adoptant cette voie pour contourner les difficultés de financement. La diversité des sites et le choix des pasteurs, et du type d'activités est étroitement liée à « l'esprit des lieux ». Paroisses de droite, et scoutisme traditionnel dans l'une, paroisse multiculturelle, ouverte aux immigrants, à la Verrière. La présence ancienne d'habitat ouvrier lié aux industries automobiles rend la présence de l'islam ancienne et plus importante à Saint-Quentin-en-Yvelines que dans les deux autres villes, et son évolution marque les relations sociales, politiques, et urbanistiques. Les lieux de réunions et de prière anciens étaient liés à l'habitat des hommes venus en France individuellement, dans les années précédant les villes nouvelles. Salles de prières aménagées dans les foyers Sonacotra, ou en pied d'immeubles HLM. L'islam ne requiert pas nécessairement de lieux spécifiques pour son observance régulière. À cet égard les rites de l'islam et ceux du judaïsme peuvent être rapprochés, de nombreuses fêtes offrant essentiellement l'occasion de se retrouver avec famille et amis. Dans les familles juives, le Shabbat, comme les fêtes de la Pâque, sont des repas à dimension religieuse en même temps que des rites domestiques où le père de famille est le chef de cérémonie.

Les musulmans ou assimilés vivant à Trappes ou à la Verrière avant les années 1970, qu'ils fussent Algériens, Tunisiens, Marocains, Sénégalais, ou Turcs, se conformaient dans l'ensemble à un tel modèle si bien que l'intégration à la société française ne s'imposait pas à l'attention. Le respect de l'islam comme intégré sans problème à la vie quotidienne et l'expérience de la proximité étaient présents à l'esprit des autorités qui, en 1975, ont favorisé le regroupement familial au nom du droit à une vie familiale normale. Le célèbre islamologue Rachid Benzine témoigne ainsi de ce moment : « Je me rappelle quand j'étais ici, à la mosquée (à Trappes), on allait étudier l'arabe. Quand j'étais en CE2, en CM2, voire jusqu'en cinquième, on était dans une logique, "n'oubliez pas qu'on va retourner au pays". Mais à l'époque on était mélangés : il y avait des garçons et des filles... il n'y avait pas d'histoire de foulards »⁶.

Mais des modifications nombreuses marquent l'islam aujourd'hui dans les villes. Un premier signe est l'âge de certains des hommes qui se tiennent autour des mosquées comme celle de Trappes. Leur jeunesse est le signe d'une différence de comportement entre la nouvelle génération et celle de leurs pères. Ceux qui sont sensibles à de nouvelles interprétations de l'islam, venues d'Égypte, d'Iran ou d'Arabie Saoudite, sont les jeunes générations.

Les regroupements familiaux dans les années 1975 à 85 interviennent dans un contexte de relative disponibilité en logements mais également dans une période de chômage

croissant qui va avoir d'importantes conséquences en termes politiques et religieux. La création en 1977 des aides à la personne a permis de loger les familles en fonction du nombre de personnes. Au même moment, les incitations à l'habitat individuel se sont développées. De nombreux ménages en profitant pour quitter les grands ensembles, les nouveaux venus ont pu tout naturellement accéder aux appartements ainsi libérés et leur loyer a été pris en charge par le nouveau système⁷. L'automatisation, et les délocalisations ont privé ces nouveaux venus des métiers qu'ils espéraient. Les pères ont été les premiers touchés par les licenciements : bâtiment, automobile, textile ; les fils bientôt se sont trouvés sans débouchés. On parle de « fin du fordisme ». Cette évolution imprévue n'a laissé d'autre réaction possible aux gouvernements que la création d'aides pour les sites touchés, la politique de la ville, et l'instauration du RMI. Mais ces minima permettent de vivre, et de « rester sur place », pas de « trouver sa place » dans un monde qui ne connaît que le travail salarié pour se structurer comme individu et comme être social⁸. D'où les dérives de nombreux jeunes qui se trouvent devant un horizon bouché.

C'est à cette époque que se développe un islam totalement différent de celui des générations précédentes. Des mouvements diffusent les idées élaborées par les Sayyid Qutb⁹ en Égypte, Mawdoudi ou Khomeini¹⁰. Le wahhabisme a vu son influence considérablement accrue par les richesses issues de l'exploitation du pétrole. Il est à l'origine des fonds permettant la construction de mosquées en France, et l'envoi d'imams

6. Entretien avec T. Deltombe, *Le religieux dans les villes nouvelles*, op. cit., p. 186.

7. Naturellement, les deux politiques étaient menées indépendamment l'une de l'autre, les concepteurs de la loi sur le logement n'avaient pas intégré dans leurs calculs les modifications de la politique de l'immigration, ni la fin du fordisme.

8. Voir P. Boulte, (2003), *Individus en friche, essai sur l'exclusion*, Paris, Desclée de Brouwer.

9. Sayyid Qutb (1929-1966) est un adepte de la violence pour parvenir à l'instauration d'un État islamique, conçu selon des critères littéraires. Mawdudi, qui est son maître à penser, mais qui, lui, est pacifiste, ne voit de légitimité, de souveraineté, qu'en Dieu, et dans aucune institution humaine. Selon Abdelwahab Medeb : « il fait basculer l'intégralité du champ politique vers l'espace divin et il mène la guerre contre tous les systèmes politiques », (*La maladie de l'islam*, Seuil, 2003, pp. 118-119).

10. Après Afgâni, fondamentaliste au XIX^e siècle, opposé à la domination occidentale, mais favorable à sa culture, ses descendants sont Ibn Abd al Wahhâb, père des Wahhabites et Hassan al Banna, fondateur des Frères musulmans. Tous deux combattent l'influence morale de l'Occident. Mais tandis que le premier oriente sa violence polémique et son exigence prescriptive à l'intérieur de l'Islam, adoptant une position très rigoureuse contre les protégés du livre, juifs et chrétiens, le second veut exclure toute forme d'occidentalisation dans l'enseignement, prône l'assassinat et l'action clandestine, rejette toute adoption d'institutions de type européen, et prévoit la faillite de l'Occident qu'il appelle de ses vœux.



Éric Emo / IAURIF

Centre œcuménique dans le centre des Sept-mares à Saint-Quentin-en-Yvelines

de formation wahhabites. Hassan el Banna est l'aïeul des frères Ramadan, très écoutés dans les quartiers par les jeunes privés d'emploi, mais aussi par des leaders très éduqués. Contestant la société occidentale, wahhabisme et salafisme veulent revenir à un islam « pur ». La demande de lieux de culte n'a pas résulté directement de ces mouvements, mais elle a été influencée par eux, ceux-ci exigeant un culte plus public, et proche des habitations, ainsi que la multiplication de salles destinées à l'enseignement. Elle n'a été rendue possible que grâce à des financements en provenance de ces mouvements. Ainsi la grande mosquée d'Évry, après un début financée par le Maroc, a été vendue à la Ligue islamiste mondiale. Les idées sont également diffusées par les chaînes satellites. Les élections du Conseil du Culte des musulmans de France ont vu l'UOIF, version officielle en France d'un islam proche des frères Musulmans, être avec l'UNMF la grande gagnante. Les salafistes, frange la plus dure et la plus extrême de ce retour à un passé idéalisé, sont présents et influents à Trappes et à La Verrière, alors qu'ils sont minoritaires à Évry.

Les habitants des quartiers anciennement ouvriers sont de plus en plus marqués par cet islam nouveau. La compétition entre les hommes pour être « meilleur musulman » et avoir « plus de foi » joue sur deux tableaux essentiels, le vêtement de leur femme, et la régularité voire le lieu de la prière. Le second étant plus difficile à atteindre quand on travaille, le premier devient le signe le plus manifeste, et le plus nécessaire. Une femme plus voilée devient le critère du « plus de

foi » des frères, du père, du mari. Les clivages sont souvent ceux des générations, et des sexes : les anciens se sentent dépassés par les demandes des jeunes, qui veulent leur interdire télé, musique, ou photo. Quant aux femmes, celles qui tentent de maintenir une vision plus ouverte et occidentale de la société musulmane en reconstruction cherchent à se réunir. Paradoxalement la mosquée étant parfois le seul lieu accepté par les hommes, c'est là qu'elles tentent de définir ce qui est proprement religieux, et ce qui relève du coutumier dans les disciplines qui leur sont imposées.

Les demandes de terrains pour la construction de mosquées, ou les permis de construire, sont devenus des enjeux politiques majeurs. Le projet de mosquée de Trappes, qui est actuellement un chantier de grande ampleur, comprenant salles de prière, bibliothèque, de réunion, etc., a été longtemps controversé. Les conflits au sein de l'équipe municipale à propos de cet « équipement », et la promesse du maire actuel d'accéder aux requêtes des tenants de la mosquée, ont fait basculer la majorité municipale. Les transformations de l'islam sont vécues là de façon très intense, au sein de la communauté musulmane comme à l'extérieur.

Les milieux juifs, arrivés à Saint-Quentin comme rapatriés d'Algérie et du Maroc pour la plupart ressentent souvent de façon aiguë la proximité de groupes que le conflit du Moyen-orient leur fait considérer comme hostiles. Ils sont très sensibles à une forme larvée ou non de tension ambiante. L'incendie de la synagogue de Trappes en octobre 2000, dont la cause

n'a jamais été élucidée, a avivé les craintes. Leur présence s'affirme toutefois à travers des constructions de synagogues, comme à Maurepas, et l'ouverture d'écoles.

Les élus au milieu du gué

Tous ces mouvements, amplifiés par les difficultés des pays du Moyen-Orient, entraînent des situations qui vont de la coopération à l'indifférence et à l'hostilité entre communautés, et des incidents que les élus gèrent au coup par coup. Les municipalités, sensibles à l'enracinement que jeunes et moins jeunes peuvent trouver dans un cadre religieux, ont eu tendance à appuyer le mouvement des promoteurs en faveur des cultes, en favorisant à la fois l'expression des diversités religieuses, et celle des relations interreligieuses. Les terrains ont été offerts, des systèmes de baux à longue durée proposés. L'appellation de projets à vocation culturelle, ou linguistique, qui masque souvent des enseignements strictement religieux, facilite le financement d'associations à visées religieuses. Le soutien inconditionnel à ces activités a pu parfois manquer de discernement. Certaines œuvres caritatives recouvrent une propagande politique réelle. La distinction entre politique et religieux est parfois ténue, et la confusion entretenue entre le culturel et le cultuel permet de mobiliser des fonds publics pour des activités éducatives étrangères à la société d'accueil dont les agents ne parlent pas toujours le français.

L'autre aspect de l'action des élus est l'encouragement fréquent du dialogue interreligieux, et de manifestations communes, notamment lors de crises politiques qui pourraient se répercuter sur les communautés en présence dans leurs villes. Ces manifestations sont des rassemblements qui aident à calmer les esprits lors des crises violentes. Rassemblements interreligieux, initiatives chrétiens musulmans, et même plus récemment judéo-musulmans. Par les proximités forcées, les villes nouvelles sont une sorte de laboratoire où s'expérimente la mixité culturelle et religieuse. Les responsables de communautés, encouragés par les municipalités, se sont engagés depuis longtemps dans des formes visibles de dialogue. À Évry, déjà M^{re} Herbulot, comme son successeur M^{re} Dubost, était présent au cœur des manifestations interreligieuses. L'évêque s'est rendu à certaines occasions à la mosquée, et entretient les meilleurs relations et avec le recteur Merroun, d'Évry et avec le Rabbin Serfati, de Ris-Orangis. Celui-ci donne même des cours sur le judaïsme et la Bible aux catéchistes du diocèse.

Par delà ces tentatives de dialogue, les cohabitations restent souvent difficiles, et les violences ou les petits accrochages fréquents. Le risque est réel que l'interreligieux reste une affaire de responsables qui ont du mal à entraîner leurs troupes, mais il peut aussi être le ferment d'une cohabitation apaisée. Les femmes de la paroisse catholique de Trappes organisent une fête pour la fin du Ramadan, le voisinage s'avère amical avec nombre de membres de leur environnement musulman. De telles manifestations ne sont pas exceptionnelles. L'observation montre que les communautés ne sont ni figées, ni enfermées dans des schémas de représentation déterminés.

Les évolutions individuelles que l'on observe sont nombreuses, et dépendent à la fois de l'insertion professionnelle, et d'initiatives de personnalités qui acceptent de lutter contre des dérives locales. L'appartenance religieuse est une part importante de la construction de ces citoyens, mais même là ou des enjeux religieux locaux ont surgi dans les élections, et ont pu devenir des sources de conflits politiques, voir de basculement municipaux, comme à Trappes, il n'a pas été possible de détecter un vote confessionnel ou communautaire.

Les élus sont pour la plupart attentifs à ces évolutions, et risquent après une ouverture de principe à toute réalité favorisant le religieux, de chercher dans la méfiance et le retrait une réponse à ce qui semble dangereux ou excessif. Les débats autour du rapport de la commission Stasi sur la laïcité (2003), comme la réflexion autour de l'histoire des rapports entre Églises et État invitent à une approche informée et ouverte de ces réalités, et des dimensions sociales, collectives, et aussi personnelles qu'elles recouvrent. Les villes nouvelles se révèlent dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres un terrain d'observation privilégié de la réalité sociale de l'Hexagone de demain.

Catherine Grémion

Biographie

CATHERINE GRÉMION, directeur de recherches au CNRS, a effectué des recherches sur l'Administration et la décision publique, notamment les politiques du logement et de la ville ainsi que sur le religieux. Membre du Centre de sociologie des Organisations, qu'elle a dirigé pendant huit ans, elle enseigne à l'IEP de Paris. Parmi d'autres ouvrages, *Les Lieutenants de Dieu*, avec Philippe Levillain, Paris, Fayard, 1985 ; *Le Sacre des notables*, Jacques Rondin (pseudo), en collaboration, Fayard, 1985 ; *Le Sous-Préfet à la Ville*, (avec C. Mouhanna), Paris, L'Harmattan, 1995, *Héberger, l'accueil des sans abri dans un département d'Île-de-France*, avec S. Lipianski, Éditions du Plan Construction et architecture, 1999. c.gremion@cso.cnrs.fr